



Pour publication immédiate : 22/02/2018

GOUVERNEUR ANDREW M. CUOMO

LES GOUVERNEURS CUOMO, MALLOY, MURPHY ET RAIMONDO ANNONCENT LA COALITION DES « ÉTATS POUR LA SÉCURITÉ DES ARMES À FEU » POUR LUTTER CONTRE L'ÉPIDÉMIE DE LA VIOLENCE ARMÉE

New York, le Connecticut, le New Jersey et Rhode Island concluent un [accord](#) pour créer une base de données regroupant plusieurs États qui partagera des informations sur les armes à feu, les efforts d'application de la loi et complètera la base de données fédérale NICS

La nouvelle coalition de plusieurs États tracera et interceptera les armes à feu pour endiguer les flux d'armes venant de l'extérieur de l'État

Le premier Consortium régional de recherche sur la violence armée du pays réalisera des études afin de mieux informer les décideurs politiques

Le Gouverneur de New York Andrew M. Cuomo, le Gouverneur du Connecticut Dan Malloy, le Gouverneur du New Jersey Phil Murphy et la Gouverneure de Rhode Island Gina Raimondo ont annoncé aujourd'hui la formation de la nouvelle coalition des « États pour la sécurité des armes à feu » (States for Gun Safety) pour lutter contre la violence armée. Face à l'inaction répétée du gouvernement fédéral, la coalition conclura un mémorandum d'accord afin de mieux partager les informations et de lutter contre cette épidémie dévastatrice par le biais d'une approche régionale globale. La coalition proposera une approche à plusieurs volets qui créera une base de données comprenant plusieurs États pour compléter le système national de vérification instantanée des antécédents judiciaires criminels (National Instant Criminal Background Check System, NICS) fédéral, tracer et intercepter les armes à feu utilisées dans les crimes, ainsi que les armes transportées à travers les frontières de l'État et lancer le premier Consortium régional de recherche sur la violence armée (Regional Gun Violence Research Consortium) du pays qui étudiera la question à travers de multiples disciplines pour mieux informer les décideurs politiques à l'échelle nationale.

« Ici, à New York, nous sommes fiers de compter la loi la plus stricte du pays en matière de sécurité des armes à feu. Cependant, l'inaction continue du gouvernement fédéral sur cette question a non seulement permis à l'épidémie de violence armée de se propager, mais elle a également eu pour effet d'empêcher des lois comme la Loi SAFE d'être pleinement efficaces », **a déclaré le Gouverneur Cuomo.** « Plutôt que d'attendre que le gouvernement fédéral revienne à la raison et adopte une législation

responsable sur la sécurité des armes à feu, New York s'associe au New Jersey, au Connecticut et à Rhode Island pour prendre les choses en main. Non seulement ce partenariat novateur prendra de nouvelles mesures pour empêcher la circulation des armes illégales par les frontières des États, mais en formant le premier Consortium régional de recherche sur la violence armée du pays, nous serons en mesure de mieux informer les décideurs politiques à l'échelle nationale sur la manière d'assurer la sécurité de leurs communautés. »

« Nous refusons de laisser l'incapacité fédérale à adopter des lois de bon sens sur la sécurité des armes à feu mettre en danger la vie de nos résidents », **a déclaré le Gouverneur Malloy.** « Malgré tous les efforts des puissants lobbyistes des groupes d'intérêts particuliers, nous travaillerons ensemble en tant que coalition d'États pour assurer la sécurité de nos communautés. Nous ne pouvons pas ne rien faire et laisser les armes à feu aux mains de ceux qui ne devraient pas les avoir, et nous ne pouvons pas nous contenter d'être de simples spectateurs de tragédies quasi quotidiennes. Une chose est sûre : nous irions mieux si chaque État et le gouvernement fédéral adoptaient des règles sensées en matière de sécurité des armes à feu. Nous n'attendrons pas que Washington agisse : il est temps de passer à l'action. »

« La violence armée n'est pas un problème propre au New Jersey ou à New York, ni un problème propre à un État ou une région en particulier, c'est un problème national », **a déclaré le Gouverneur Murphy.** « Cependant, nous ne pouvons pas attendre que le Congrès agisse. En tant qu'États, nous devons travailler ensemble pour prendre des dispositions et adopter les mesures qui protégeront nos résidents et nos communautés. Mais, surtout, un regroupement d'États permet de prendre ces mesures ensemble, ce qui renforce la portée et l'impact des lois de bon sens sur la sécurité des armes à feu. »

« Rhode Island compte certaines des lois les plus strictes du pays sur les armes à feu, tandis que celles de notre nation font partie des plus laxistes au monde. Les jeunes en Floride et dans l'ensemble du pays passent à l'action, et ce n'est pas surprenant : Nous les avons forcés à prendre les devants, car pendant des années, les représentants élus à Washington ont refusé de le faire », **a déclaré la Gouverneure Raimondo.** « Nous nous tiendrons aux côtés de nos étudiants et des parents pour renforcer nos lois sur les armes à feu et lutter contre la violence armée. »

Dans le cadre de la coalition, New York, le Connecticut, le New Jersey et Rhode Island partageront des informations sur les personnes auxquelles il est interdit d'acheter ou de posséder une arme à feu au sein de chaque État. En partageant ces informations, les États peuvent empêcher plus efficacement certaines personnes d'acheter une arme à feu, d'obtenir une arme et/ou d'obtenir un permis de port d'arme. L'[accord](#), conformément aux mesures fédérales et étatiques de protection de la vie privée, fournira aux agences des forces de l'ordre de l'État des informations détaillées sur l'achat d'armes à feu ou les refus de permis pour ceux dont le permis a été retiré. Il peut être interdit à certaines personnes de posséder une arme à feu pour plusieurs raisons, notamment un mandat d'arrêt, une ordonnance de protection, un problème de santé mentale invalidant ou des antécédents criminels.

Malgré l'adoption de lois sur la sécurité des armes à feu limitant l'achat et le port d'armes à feu à travers les quatre États, l'absence de réglementations fédérales

empêchant les personnes d'acheter des armes à feu dans les autres États et de les transporter à travers les frontières a affaibli la législation de l'État. Pour lutter contre cette pratique, New York, le Connecticut, le New Jersey et Rhode Island demanderont à leurs centres de renseignement des forces de l'ordre de travailler en coopération pour tracer l'utilisation des armes à feu provenant de l'extérieur de l'État dans les crimes et partager des informations afin d'intercepter les criminels qui transportent des armes à feu illégales à travers les frontières de l'État. Les quatre centres étatiques qui fusionneront et partageront des informations dans le cadre de cet accord sont le Centre de renseignement de l'État de New York (New York State Intelligence Center), le Centre de renseignement du Connecticut (Connecticut Intelligence Center), le Centre de renseignement des opérations régionales du New Jersey (New Jersey Regional Operations Intelligence Center) et le Centre de fusionnement de l'État de Rhode Island (Rhode Island State Fusion Center).

Les quatre États désigneront également des établissements d'enseignement supérieur qui s'associeront et créeront le premier Consortium régional de recherche sur la violence armée du pays. Le consortium sera composé d'une équipe d'experts dans les domaines de la santé publique, de la sécurité sociale, de la politique publique et de la justice pénale qui partageront et examineront les données afin de mieux informer les décideurs politiques à l'échelle nationale. Ce consortium novateur comblera le vide laissé par l'interdiction de 1996, par le gouvernement fédéral, de l'utilisation des fonds fédéraux pour étudier la violence armée, qui a entravé les efforts de recherche dans l'ensemble du pays, y compris dans les Centres de contrôle et de prévention des maladies (Centers for Disease Control and Prevention) et dans les Instituts nationaux de la santé (National Institutes of Health).

En s'appuyant sur ces efforts, les États s'efforceront également de pousser le gouvernement fédéral à adopter des mesures de bon sens concernant la sécurité des armes à feu. Afin de protéger les familles et les communautés à travers la région, le groupe appellera le gouvernement fédéral à adopter rapidement des vérifications universelles des antécédents, une interdiction des armes d'assaut et une période d'attente à l'échelle fédérale entre l'achat et la livraison des armes.

La coalition de plusieurs États s'appuie sur des années de progrès dirigés par le Gouverneur Cuomo pour lutter contre la violence armée à New York. Suite à la tragédie de Sandy Hook, les démocrates et les républicains se sont réunis à New York pour adopter la loi sur la sécurité des armes à feu la plus stricte du pays en 2013. La Loi de New York sur la sûreté des munitions et des armes à feu (New York Secure Ammunition and Firearms Enforcement Act, SAFE Act) de 2013, plus connue sous le nom de la Loi NY SAFE, a interdit la vente des armes d'assaut et des chargeurs à grande capacité, et permet d'éviter que les armes à feu ne se retrouvent dans les mains des personnes atteintes de maladies mentales graves, tout en protégeant les droits constitutionnels des propriétaires d'armes qui respectent la loi.

En plus de la Loi SAFE, New York a continué à investir dans les initiatives SNUG et GIVE qui collaborent avec les membres de la communauté pour débarrasser les rues des armes à feu. Dans le cadre de l'initiative SNUG, des personnes spécialement formées sont employées pour réduire la violence qui se produit en cas de tensions au sein de leurs communautés, tout en mettant en contact les individus à haut risque et les

services sociaux et de soutien essentiels. L'Initiative GIVE fournit le financement d'une assistance technique, d'une formation, des équipements et du personnel (notamment des procureurs et des analystes de la criminalité) pour aider les communautés à réduire les crimes violents et à sauver des vies. Le financement de ces deux initiatives est géré par la Division des Services de justice pénale (Division of Criminal Justice Services, DCJS) de l'État.

Plus récemment, le Gouverneur Cuomo a proposé une nouvelle législation dans le cadre de l'état de l'État 2018, qui confisquera toutes les armes à feu des auteurs de violences familiales. Étant donné le lien très étroit qui existe entre la violence familiale et les décès causés par la violence armée, cette législation exigera la confiscation de toutes les armes à feu des personnes condamnées pour des crimes de violence familiale, y compris des délits mineurs. Elle ajoutera également des mesures pour garder les armes à feu hors de portée de ceux qui commettent des violences familiales, dans l'objectif d'empêcher de nouvelles tragédies.

###

Des informations complémentaires sont disponibles à l'adresse www.governor.ny.gov
État de New York | Chambre Exécutive | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418

[SE DÉSINSCRIRE](#)